



**Interview de François VILLEROY DE GALHAU,
gouverneur de la Banque de France
EUROPE 1, le 20/09/2016**

THOMAS SOTTO

L'interview politique d'Europe 1. Jean-Pierre ELKABBACH, vous recevez ce matin François VILLEROY DE GALHAU, le gouverneur de la Banque de France.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Comment va la France ? Comment va la France, ses finances et son économie ? Bienvenue François VILLEROY DE GALHAU, merci d'être avec nous, bonjour.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Jean-Pierre ELKABBACH.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Aujourd'hui Michel SAPIN présente le projet de budget 2017, le dernier du quinquennat. Il prévoit une croissance de 1,5 %. Est-ce que c'est possible ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Notre prévision de croissance à la Banque de France pour 2016 est de 1,4 %. Vous m'aviez invité en janvier dernier au milieu de toutes les turbulences et les incertitudes financières. J'avais donné ce chiffre, nous le confirmons aujourd'hui malgré le Brexit. Sur 2017, nous n'avons pas encore de prévisions. Mais quand on regarde la croissance française à la fois elle résiste – cela, c'est une bonne nouvelle – mais elle plafonne. Donc, nous devons absolument nous mobiliser pour accélérer via les réformes.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Ça veut dire que la croissance au troisième trimestre sera bonne, meilleure qu'au précédent.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ça, ce n'est pas très difficile si vous me permettez puisqu'au deuxième trimestre, la croissance a été de zéro. Elle a été très bonne au premier trimestre et on espère autour de 0,3 % au troisième trimestre. C'est cela notre prévision.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Est-ce que nous sommes condamnés au 1,4 ou 1,5 %. Est-ce que le pays et la société ont le potentiel, le ressort pour faire encore mieux ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est la question essentielle. Quand nous regardons nos voisins européens, la mobilisation collective pour les réformes et pour la croissance, cela paye. Et cela paye à l'intérieur du modèle social européen auquel nous sommes attachés. Regardez l'Allemagne, regardez les Pays-Bas, regardez les Pays Baltes. Ce sont tous des pays qui sont dans l'euro, qui ont un modèle social proche du nôtre mais qui ont fait les réformes et qui sont au plein emploi. L'Allemagne est à 1,8% de croissance en 2016 quand nous sommes à 1,4%. Il n'y a pas de raison qu'en nous mobilisant sur les réformes, nous n'arrivions pas à viser ce 1,8% et peut-être même à faire mieux que l'Allemagne.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Est-ce que cela veut dire que dans ces conditions, le chômage pourrait continuer à baisser ? mais sérieusement ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bien sûr. Il faut accélérer la baisse du chômage. Dans la lettre au président de la République que le gouverneur de la Banque de France envoie chaque année – je l'ai envoyée au printemps dernier – j'ai résumé, au fond, ces réformes qui marchent chez nos voisins autour de quatre E : Entreprise – simplifier au maximum la vie des entrepreneurs -, Emploi – les réformes du marché du travail, la décentralisation du dialogue social...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Plus loin que la loi El Khomri.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

La loi El Khomri est un pas dans la bonne direction mais la négociation doit être renforcée, avec des syndicats forts mais au plus près de la réalité économique et humaine ; c'est-à-dire dans l'entreprise. Le troisième E, c'est Education et notamment le développement de l'apprentissage. Nous avons trois fois moins d'apprentis qu'en Allemagne et nous avons un taux de chômage des jeunes trois fois plus élevé. Là, il y a une réforme évidente. Et puis le dernier E, c'est Etat. Nous allons sans doute en parler à propos du projet de budget. Etat, c'est la sphère publique en général. Nous avons de très bons services publics, nous luttons contre les inégalités mais cela nous coûte trop cher.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Est-ce qu'il ne manque pas, François VILLEROY DE GALHAU, un cinquième E, l'Europe ? Mais on en parle dans un instant.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bien sûr, mais cela dépasse les réformes nationales.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

En 2017, la France devrait tenir, d'après ce que dit Michel SAPIN, les 3 % de déficit. Ce serait même 2,7 %. Est-ce que la Banque de France y croit ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il y a une nécessité impérieuse, je veux le dire avec beaucoup de force, c'est que la France descende réellement sous 3 % de déficit en 2017. J'insiste sur le « réellement » parce qu'il y a tout un débat – nous sommes en période pré-électorale, c'est normal – il y a tout un débat sur la crédibilité de ce qui va être présenté. On ne connaît pas encore le détail des mesures. Mais là, il y a eu un vrai progrès dans la démocratie grâce à l'Europe : c'est la création de ce qu'on appelle le Haut Conseil des Finances Publiques. Il est indépendant, est présidé par le président de la Cour des comptes ; il va donner un avis dans les prochains jours pour savoir justement si les chiffres de croissance et si les mesures sont crédibles.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais vous, est-ce que vous y croyez à la Banque de France ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Moi, je n'ai pas encore vu le détail des mesures, mais il est essentiel d'avoir des mesures crédibles. Et puis le « réellement », cela veut dire aussi qu'on les applique ensuite. Nous sommes au pied du mur ; c'est au pied du mur qu'on juge le maçon, il va falloir que nous tenions nos engagements. La France s'est engagée à descendre sous 3 % de déficit en 2017 et tous nos partenaires européens nous attendent là-dessus parce que cela fait très longtemps que nous ne sommes pas descendu sous 3 %. Le fait d'être sous 3 % effectivement à l'arrivée – là, nous sommes sur la ligne de départ – c'est la condition de notre crédibilité en Europe.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

D'autant plus que Bruxelles avait accordé un délai de deux ans. Mais vous pensez que le chiffre est possible, 2,7 ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je crois que le chiffre est possible si nous nous en donnons les moyens, et nous en donner les moyens cela veut dire d'abord réduire les dépenses. Nous avons trop de dépenses par rapport à nos voisins européens.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

En 2016 sont prévus 3,3 % de déficit et donc en un an, il faudrait le réduire de 0,6, c'est-à-dire moins de douze milliards.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui, mais ce sont des choses qu'ont faites nos voisins européens, et que nous avons faites dans le passé. Cela passe par quelque chose qui n'est pas facile – c'est vrai – qui est la réduction des dépenses. Vous me permettez un mot là-dessus. Nous avons le même modèle social que nos voisins : beaucoup de services publics et moins d'inégalités qu'aux Etats-Unis, et c'est bien. Simplement notre problème à nous, Français, c'est que ce modèle social nous coûte beaucoup plus cher. Il coûte en moyenne chez nos voisins de la zone euro 47 % du PIB, il nous coûte en France 55 %. La différence entre les deux – vous parliez en milliards d'euros – la différence entre les deux, c'est 160 milliards d'euros. C'est cela qu'il faut progressivement réduire.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le gouverneur de la Banque de France, tous les candidats de droite préviennent qu'en cas d'alternance, ils seront obligés de laisser filer le déficit au début ou alors pendant les cinq ans du quinquennat. Qu'est-ce que dit le gouverneur indépendant de la Banque de France ? Est-ce que vous leur dites : « Allez-y » ou « faites gaffe, attention » ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Le rôle de la Banque de France n'est évidemment pas de distribuer des bons ou des mauvais points aux politiques à droite et à gauche. Mais en toute indépendance j'ai le devoir de faire le constat suivant. Nous sommes attendus par tous nos partenaires européens sur le fait d'être sous 3 % de déficit en 2017. Moi, je suis un passionné de mon pays, comme vous et comme beaucoup de nos auditeurs. La France est nécessaire en Europe aujourd'hui, même l'Allemagne a besoin de la France surtout après le Brexit. Mais la condition, c'est qu'on nous croie. La condition pour qu'on nous écoute, c'est qu'on nous croie. Le fait de descendre effectivement sous 3 % de déficit en 2017, c'est une condition centrale de notre crédibilité et donc de notre influence en Europe.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

D'accord. Donc c'est un avertissement ce matin du gouverneur de la Banque de France, parce que quand on entend dire qu'on veut baisser les impôts et les dépenses de façon simultanée, quitte à creuser même un moment le déficit, vous dites : « Attention ».

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Jean-Pierre ELKABBACH, si on baisse simultanément les dépenses et les impôts, on ne creuse pas le déficit. Je crois que ce « simultanément » est effectivement très souhaitable.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais en aucun cas aller au-delà des 3 %.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Baisser les impôts, c'est une volonté très légitime sur les différents bords politiques.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Evidemment.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Mais la condition pour pouvoir baisser les impôts, c'est de baisser simultanément les dépenses, c'est de réduire cet écart de 160 milliards d'euros dont je parlais par rapport à nos voisins européens.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

La Banque de France, la Banque centrale européenne, les Banques centrales de la zone euro rachètent en ce moment, d'après ce que disait Nicolas BARRE, plus de mille milliards de dette publique. C'est énorme. En quoi est-ce efficace ? Combien vous, la Banque de France, vous en rachetez et quel résultat ça donne ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Nous rachetons à peu près 20 % de ces mille milliards, notre part dans la Banque centrale européenne. Et c'est efficace parce que c'est exactement ce qu'ont fait avant nous la Banque centrale américaine ou la Banque d'Angleterre. Au passage d'ailleurs, quand on compare les montants par rapport à la taille de l'économie, les montants européens ne sont pas plus élevés que ce qui s'est passé aux Etats-Unis ou en Angleterre.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc 20 %.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est efficace parce que notre objectif, c'est de cibler une inflation de 2 % à moyen terme. Il ne faut pas trop d'inflation, mais il ne faut pas non plus qu'elle soit trop faible parce que sinon c'est le danger mortel de la déflation. Nous prenons le chemin de cet objectif. L'inflation devrait retrouver un niveau supérieur à 1 % dans les prochains mois et 1,6 % en 2018. Cette politique monétaire par ailleurs permet des avancées très concrètes pour les Français et pour l'économie, c'est la baisse des taux du crédit. Regardez les crédits immobiliers, regardez les crédits d'investissement pour les PME : leurs taux ont baissé en France d'à peu près un demi pour cent. C'est efficace.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc à la BCE, vous êtes gouverneur et vous avez à côté de vous WEIDMANN, président de la Bundesbank, qui siège à côté de vous à Francfort. Mario DRAGHI a raison de faire ce qu'il fait ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ça n'est pas Mario DRAGHI tout seul, c'est une décision collective et je peux vous dire que nous avons une vraie discussion. Nous faisons exactement ce que nous avons dit. Il y a beaucoup d'incertitudes aujourd'hui, c'est l'ennemi de la croissance économique. Dans un monde d'incertitudes, la politique monétaire européenne est un repère de stabilité.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donald TRUMP peut-être élu à la Maison Blanche, qu'est-ce que ça ferait ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est aux Américains de choisir mais je crois que son programme économique suscite beaucoup d'interrogations. Parmi les incertitudes, il y a aussi ce qui s'est passé avec le Brexit. Il n'y a pas eu de choc violent mais il y a un choc différé d'incertitude qui est devant nous. Les investisseurs attendent de connaître les règles du jeu.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donald TRUMP élu, ce n'est pas bon peut-être pour les Américains mais pour nous, les Européens, et les Français ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

De façon générale, quand on ne connaît pas les politiques économiques qui vont être appliquées dans la durée, c'est mauvais pour la croissance et pour l'emploi.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Dernière remarque : est-ce que vous pouvez casser cet euroscepticisme dont parlait tout à l'heure Thomas SOTTO avec un certain nombre de politiques et de confrères ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

L'euro, c'est notre monnaie, soutenue par 70 % des Français et 68 % des Européens. Nous pouvons en être fiers mais il y a des progrès à faire sur ce qu'on appelle l'union économique. J'ai proposé de mieux mobiliser l'épargne pour l'investissement ainsi qu'une stratégie collective avec plus de réformes en France et plus d'investissement public en Allemagne. Alors STIGLITZ et d'autres nous disent qu'il faut sortir de l'euro pour pouvoir faire plus de dépenses. Entre nous, si les dépenses publiques et le déficit étaient la clé de la croissance, la France et l'Italie seraient championnes d'Europe de la croissance. Malheureusement, cela n'est pas le cas.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Vous dites ici : « Vive l'Europe ! »

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je dis ici : « Vive la France » si vous me permettez, il faut y croire ! Et vive l'Europe !

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Et vive l'Europe !

THOMAS SOTTO

Merci et vive la politique qui reviendra demain à 08 heures et quart avec vous, Jean-Pierre ELKABBACH. Merci et bonne journée, François VILLEROY DE GALHAU.